

**Avis de la Demande de Cotation N°06/DC/ARMP/CIPM/2025 du 21 Août 2025
relative à la souscription d'une police d'assurance en vue de la couverture du parc
automobile de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Exercice 2025).**

1. Objet de la Demande de Cotation

Le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) lance une Demande de Cotation, pour la souscription d'une police d'assurance en vue de la couverture du parc automobile de l'ARMP au titre de l'Exercice 2025.

2. Consistance des prestations

La couverture attendue dans le cadre de cette police d'assurance s'articule autour des garanties ci-après :

Garanties

- ✚ RC/RTI : Responsabilité Civile/Recours des Tiers Incendie
- ✚ Inc. : Incendie
- ✚ Vol braquage
- ✚ Vol partiel
- ✚ Vol total
- ✚ DR : Défense Recours
- ✚ IPT : Individuelle Personnes Transportées
- ✚ Bg : Bris de glaces
- ✚ ASR : Assistance à la réparation
- ✚ Dommages Tous Accidents

La Lettre-Commande qui sera signée avec l'attributaire couvrira les **vingt-cinq (25) véhicules terrestres à moteur** faisant partie du parc automobile de l'ARMP à la date de signature du contrat. La gestion de police d'assurance relative à la présente demande de cotation sera assurée par **STRATINNOV SARL**, courtier d'assurances. Le courtier se fera rémunérer par l'assureur, conformément à la réglementation en vigueur dans le secteur des assurances.

3. Période d'exécution

La durée de couverture des risques est de **douze (12) mois**.

4. Participation et origine

La participation à la présente Consultation est réservée aux Compagnies d'Assurances installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les États membre de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA), et agréées par le Ministère en charge des finances.

5. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le budget de l'ARMP de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°000.11.02.15.021541/615 200.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *en ligne*.

7. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être obtenu à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'Immeuble siège de l'Agence (porte 6039). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

8. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être obtenu, dès publication du présent avis par voie de presse écrite ou par voie d'affichage, dans les locaux de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) Francs CFA** payable dans le compte CAS-ARMP N°33598860001/94 ouvert à la BICEC et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DDC) par téléchargement gratuit sur les plateformes **COLEPS** ou **PRIDESOFT** disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier de Demande de Cotation.

9. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **vingt-cinq millions (25.000.000) Francs CFA**, toutes taxes comprises.

10. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de **Cinq cent mille (500.000) Francs CFA**.

Cette caution devra être valable **trente (30) jours** au-delà de la date de validité des offres et être établie par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, dont la liste figure en pièce N°10 du présent DDC.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. **Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.**

11. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en *français* ou en *anglais*.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **19 Septembre 2025 à 12 heures (Heures Locales)**. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **19 Septembre 2025** à **13 heures (Heures Locales)** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de l'ARMP dans la salle de conférence du deuxième étage de l'ARMP.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de **quarante-huit (48) heures** accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DDC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du DDC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Absence à l'ouverture des plis de la caution de soumission aux dispositions de la lettre Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics ;
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces administratives ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif dans un délai de 48h après l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- Absence ou non-conformité d'un agrément MINFI ;
- non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de l'absence d'agrément d'exercice de la profession d'assureur ;
- Note technique inférieure à 24/32 Oui ;
- De l'absence d'un accord de collaboration entre la compagnie d'assurance et le courtier en assurance de l'ARMP ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- Absence de certification par le Ministère en charge des finances des états C1, C4, C10.b et des Comptes d'Exploitation Générale (CEG) ;
- de la non-conformité du mode de soumission ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée à la dernière page ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales paraphée page par page, datée et signée à la dernière page.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

Critères	Notation (OUI/NON)
Présentation générale de l'offre	3OUI
Références générales du soumissionnaire, (Ancienneté, chiffre d'affaire et représentativité)	3OUI
Références du soumissionnaire sur les risques similaires sur les trois (03) dernières années (joindre première et dernière pages du Lettre-Commande + PV de réception)	3OUI
Description détaillée des garanties offertes	3OUI
Modalités de mise en jeu de la garantie	5OUI
Couverture des engagements réglementés sur les états C4 de 2022, 2023 et 2024	3OUI
Couverture de la marge de solvabilité sur les états C11 de 2022, 2023 et 2024	3OUI
Traités de réassurance dans la branche similaire en cours de validité	5OUI
Cadence de règlement des sinistres	4OUI
TOTAL	32OUI

NB : Le score minimum technique requis est de 75% soit 24/32 Oui.

14- Tranches/Allotissement

La présente demande de cotation comporte un lot unique.

16- Méthode de sélection de l'assureur

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire dont l'offre est conforme aux exigences administratives et techniques et évaluée la moins disante.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés sis au **quatrième (4^{ème}) étage**, porte n°6 039 de l'immeuble siège ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, Email : servicedesmarchés@armp.cm.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro-(+237) 696 270 785.

Yaoundé, le

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

AMPLIATIONS :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Président CIPM /ARMP
- Affichage chrono



Notice of Request for Quotation No. 06/DC/ARMP/CIPM/2025 dated 21 August 2025 regarding the subscription of an insurance policy to cover the vehicle fleet of the Public Contracts Regulatory Agency (Financial Year 2025).

1. Purpose of the Request for Quotation

The Director General of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) is issuing a Request for Quotation for the subscription of an insurance policy to cover the ARMP's vehicle fleet for the 2025 financial year.

2. Scope of services

The coverage expected under this insurance policy is based on the following guarantees: Guarantees

- RC/RTI: Civil Liability/Third Party Recourse Fire
- Inc.: Fire
- Robbery
- Partial theft
- Total theft
- DR: Defence and Recourse
- IPT: Individual Passengers Transported
- Bg: Glass Breakage
- ASR: Repair Assistance
- All Accident Damage

The Letter of Award to be signed with the successful bidder will cover the twenty-five (25) motor vehicles that are part of the ARMP's vehicle fleet on the date of signature of the contract. The insurance policy relating to this request for quotation will be managed by STRATINNOV SARL, an insurance broker. The broker will be remunerated by the insurer in accordance with the regulations in force in the insurance sector.

3. Period of execution

The duration of risk coverage is twelve (12) months.

4. Participation and origin

Participation in this Consultation is reserved for insurance companies established in Cameroon that meet the conditions set out in the regulations in force in the member states of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) and are approved by the Ministry of Finance.

5. Financing

The services covered by this Request for Quotation are financed by the ARMP budget for the 2025 financial year under budget line no. 000.11.02.15.021541/615 200.

6. Submission method

The submission method selected for this Request for Quotation is **online**.

7. Consultation of the Request for Quotation File

The physical file can be obtained from the Public Procurement Regulatory Agency (Procurement Department), located on the 4th floor of the Agency's headquarters (door

6039). It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armac.cm).

8. Acquisition of the Request for Quotation file

The physical file can be obtained, as soon as this notice is published in the press or by posting, at the premises of the Public Procurement Regulatory Agency, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs** payable into account **CAS-ARMP No. 33598860001/94** opened at BICEC, representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the fees for purchasing the Request for Quotation file.

9. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **twenty-five million (25,000,000) CFA francs**, including all taxes.

10. Tender deposit

Bids must be accompanied by a tender deposit of **five hundred thousand (500,000) CFA francs**.

This bond must be valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids and must be issued by a first-class banking institution or financial organisation approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, the list of which is included in Appendix No. 10 of this DDC.

Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as absent. The tender bond presented by a tenderer during the opening of bids shall be inadmissible. Under penalty of rejection, the tender bond must comply with the provisions of **Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024** on the procedures for establishing, depositing, returning and releasing bonds in public procurement.

11. Submission of quotations

Each quotation shall be written in French or English.

The quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 12 noon (local time) on **21 September 2025**. A backup copy of the quotation saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above reference, within the specified time limit.

N.B: File size and format

For submissions, the maximum sizes of the documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- **5 MB for the Administrative Bid;**

- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

12. Opening of bids

Bids will be opened at the same time on **21 September 2025** at **1 p.m. (local time)** by the Internal Procurement Commission attached to the ARMP in the conference room on the second floor of the ARMP.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or in copies certified as true copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (03) months old or have been issued after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of opening the bids, after a period of forty-eight (48) hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

13. Admissibility of quotations

The administrative documents, technical quotation and financial quotation must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing the identity of the bidder;
- Envelopes received after the deadline for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission procedure.
- Envelopes without indication of the identity of the Call for Tenders;

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the DDC will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial institution or organisation approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the DDC document templates, will result in the outright rejection of the bid without any possibility of appeal. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

13. Evaluation criteria

13.1-Eliminatory criteria

These include:

- Absence at the opening of bids of the tender bond in accordance with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024 on the procedures for establishing, depositing, retaining, returning and releasing bonds in public procurement;

- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of administrative documents;
- Absence or non-compliance of a document in the administrative file within 48 hours after the opening of bids (except for the bid bond);
- Absence of a sworn statement of non-abandonment of the performance of a service during the last three years;
- Absence or non-compliance of a MINFI approval;
- Non-compliance with the file format for bids in the case of online submission;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of approval to practise as an insurer;
- Technical score below 24/32 Yes;
- Absence of a collaboration agreement between the insurance company and the ARMP insurance broker;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);
- Absence of certification by the Ministry of Finance of statements C1, C4, C10.b and the General Operating Accounts (CEG);
- Non-compliance of the bidding method;
- Absence of the integrity charter dated and signed on the last page;
- Absence of the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses initialled on each page, dated and signed on the last page.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will be based on the following:

Criteria	Rating (Yes/No)
General presentation of the bid	3YES
General references of the bidder (seniority, turnover and representativeness)	3YES
Bidder's references for similar risks over the last three (03) years (attach the first and last pages of the Order Form + receipt report)	3YES
Detailed description of the guarantees offered	3YES
Terms and conditions for invoking the guarantee	5YES
Coverage of regulated commitments on C4 statements for 2022, 2023 and 2024	3YES
Coverage of the solvency margin on C11 statements for 2022, 2023 and 2024	3YES
Valid reinsurance treaties in the same line of business	5YES
Claims settlement rate	4YES
TOTAL	32YES

NB: The minimum technical score required is 75%, i.e. 24/32. Yes.

14- Tranches/Allotment

This request for quotation comprises a single lot.

16- Insurer selection method

The Project Owner will award the Letter of Award to the bidder whose bid complies with the administrative and technical requirements and is evaluated as the lowest bid.

17-Validity period of quotations

Bidders remain bound by their quotations for ninety (90) days from the deadline for submission of quotations.

18-Additional information

Additional information may be obtained during business hours from the Contracts Department located on the fourth (4th) floor, door no. 6039 of the headquarters building, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other means of electronic communication indicated by the Project Owner, Email: servicedesmarchés@armp.cm.

19-Fight against corruption and malpractice

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or ARMP on (+237) 696 270 785.

Yaoundé,

**THE DIRECTOR GENERAL OF THE
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY
AGENCY**

Copies :

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- CIPM /ARMP
- Chrono display

